



## DYSFONCTIONNEMENT DU RÉSEAU TBM : JE PORTE LA VOIX DES USAGERS

Retards, annulations, service minimal, rames et bus surchargés... autant de dysfonctionnements qui me sont remontés régulièrement par les usagers du réseau TBM. J'ai alors décidé de m'emparer du sujet et de porter la voix des habitants auprès de Keolis, qui exploite le réseau de transport en commun pour le compte de la Métropole, et de l'élue métropolitaine en charge de cette question.

Le bilan de ces rencontres confirme bien le ressenti quotidien des usagers : l'offre de service, promise par Keolis et vendue (chère) à la Métropole (2,2 milliard d'euros sur 8 ans), n'est pas assurée. Les raisons invoquées par Keolis sont multiples - le manque de chauffeurs la qualité des infrastructures ou les difficultés de circulation dans la métropole - mais elles ne sont pas nouvelles. Keolis en était pleinement conscient en proposant l'offre de service actuelle et doit maintenant assumer ses engagements en mettant les moyens nécessaires pour assurer un service complet aux usagers.

À plus long terme, nous devons nous interroger collectivement sur la pertinence de confier l'exploitation de notre réseau de transport public à une entreprise privée qui se soucie avant toute chose de ses bénéficiaires. La reprise en régie publique métropolitaine devra être envisagée comme cela a été réalisé avec succès pour la distribution de l'eau et l'assainissement.



Rencontre avec les usagers du réseaux TBM à Bordeaux, 21 mars 2024



LOÏC PRUD'HOMME  
Votre député à vos côtés

Bordeaux Sud - Bègles - Talence  
Villenave-d'Ornon

N°14 | PRINTEMPS 2024



NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE



## LE 9 JUIN : ALLONS VOTER !

Les décisions prises au Parlement européen impactent directement notre quotidien : FACTURE D'ÉLECTRICITÉ, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS, ALIMENTATION, l'UE est partout autour de nous.

**TRANSPORT** En imposant l'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire en 2006, l'UE a précipité la chute du transport de marchandises par train en France (26,4 % dans les années 80 contre à peine 10% aujourd'hui). Résultat : une multiplication des camions sur nos routes et une augmentation de la pollution de l'air aux particules fines, qui est désormais la troisième cause de mortalité en France !

**ÉLECTRICITÉ** Depuis la libéralisation du marché de l'énergie au niveau européen en 2007, les tarifs de vos factures d'électricité ont plus que doublé, alors que les coûts réels de production sont restés stables. En cause : le gavage des producteurs et des fournisseurs qui font des superprofits en spéculant sur les marchés de l'énergie ! Comme pour le fret, il faut revenir à une gestion publique, et à un prix unique fixé par l'état !

**AGRICULTURE** Près de 80% des 9 milliards dépensés chaque année dans la Politique agricole commune (PAC) reviennent à seulement 20% de ses bénéficiaires, à savoir les plus grandes exploitations agricoles. Ainsi, la PAC encourage financièrement les fermes à s'agrandir dans un modèle productiviste fondé sur l'usage massif de pesticides qui met en péril votre santé et la biodiversité.

**ALIMENTATION** L'Union européenne bloque toujours la généralisation du Nutriscore, cet outil de transparence en faveur d'une alimentation plus saine que je proposais dès 2019 et qui est plébiscité par les Français !



ÊTES-VOUS BIEN INSCRIT SUR LES LISTES ÉLECTORALES ? PENSEZ À VÉRIFIER, VOUS AVEZ JUSQU'AU 1<sup>ER</sup> MAI



## LOÏC PRUD'HOMME

TOUJOURS ACCESSIBLE, RETROUVEZ-MOI PRÈS DE CHEZ VOUS !

### À BÈGLES

Samedi 4 mai de 10h à 12h sur le marché du 14 juillet

### À TALENCE

Dimanche 5 mai de 10h à 12h sur le marché de Thouars

### À VILLENAVE-D'ORNON

Dimanche 26 mai de 10h à 12h devant le Lidl Chambéry

### À BORDEAUX

Judi 16 mai de 18h à 19h30 devant le Super U - Quartier Belcier

Venez échanger sans rendez-vous avec votre député tous les 1<sup>ers</sup> vendredis du mois à sa permanence parlementaire !  
PROCHAINE DATE : LE VENDREDI 3 MAI APRÈS-MIDI, 281 ROUTE DE TOULOUSE, VILLENAVE-D'ORNON

Pour retrouver toutes les dates, rendez-vous sur mon site internet : loicprudhomme.fr



Facebook  
Loïc Prud'homme



Instagram  
loicprudhomme.fr



Twitter  
@PrudhommeLoic



Youtube  
Loïc Prud'homme  
député insoumis



Mail  
contact@loicprudhomme.fr

## MACRON, LE RÉARMEMENT DE LA DÉMAGOGIE DE DROITE EXTRÊME

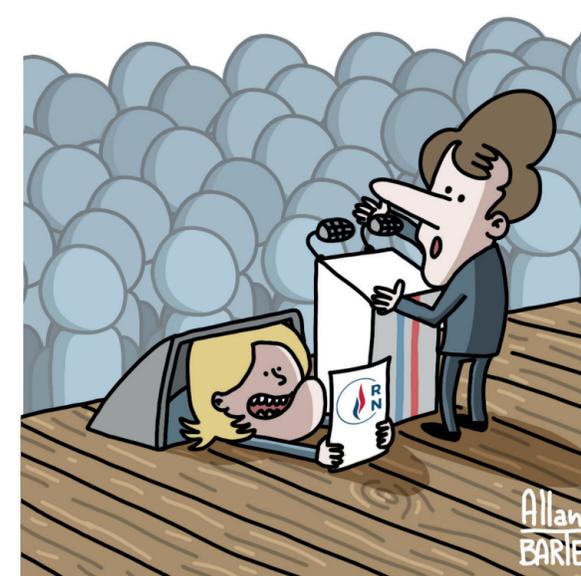
Tel un tableau à point qui s'affine, chaque discours et chaque opération de communication du Président dessine le profil d'une politique réactionnaire et autoritaire qui n'a rien à envier sur le fond à la Hongrie voisine, ou au programme de Marine Le Pen. Seule la forme permet de maintenir l'illusion auprès des éditorialistes, les plus béats soutiens du monarque présidentiel.

Dans cette ambiance lourde post loi immigration, l'emploi du mot réarmement à toutes les sauces est sans doute l'aveu le plus visible de cette ligne politique assumée avec arrogance.

Rien ne nous aura été épargné : le réarmement démographique inventé par le Président va même jusqu'à repeindre en bleu blanc rouge l'utérus des Françaises qui ne font pas assez de gosses ! Leur corps n'est pas une arme de guerre et ce n'est pas de test de fertilité à 25 ans dont elles ont besoin. Ce délire nataliste inquiétant tente de masquer l'austérité infligée à la majorité de la population avec la nouvelle annonce de 10 milliards d'euros de coupes budgétaires dans les services publics. Car la baisse démographique a, bien sûr, à voir avec les conditions d'existence des foyers qui se débattent pour survivre et se posent la question de l'avenir qui sera réservé à leur enfant quand le «proojet» macronien ne lui promet comme horizon que l'uniforme à l'école, le SNU (service national universel), et une planète devenue invivable. Voilà qui donne envie et confiance !

Face à cela, nous proposons un horizon progressiste : réouverture de maternités et de crèches, reconstruction d'une école de l'émancipation et de la justice sociale pour permettre à chacun-e de vivre dignement et d'être réellement libre de ses choix.

Cette sémantique guerrière n'est pas exclusive aux questions démographiques, elle est aussi le mode d'expression et la stratégie défendue sur les sujets internationaux du moment. Sans aucune consultation sérieuse du parlement, voilà donc notre pays embarqué dans une logique d'affrontement militaire direct avec la Russie, au gré d'un délire verbal du chef de l'État se déclarant prêt à envoyer des troupes en Ukraine. Pour créer "une incertitude stratégique", a rétro-pédalé notre va-t-en-guerre, le lendemain. Trop tard, l'ensemble de nos alliés avaient déjà pris leurs distances avec ce dérapage et "l'incertitude stratégique" se transformait en certitude : personne ne nous suivrait dans cette folie d'une apocalypse nucléaire.



Par contre, aucune incertitude stratégique concernant le génocide en cours en Palestine : la France continue à livrer des armes au gouvernement d'extrême droite suprémaciste d'Israël. Les images des exactions toujours plus sordides et meurtrières de l'armée israélienne commencent à peine à émouvoir les plus inconditionnels soutiens de Netanyahu, sans que cela ne se traduise concrètement dans les actes. L'Histoire jugera sévèrement les spectateurs passifs et les complices du génocide des Palestiniens.

La France doit stopper ses livraisons d'armes et exiger un cessez le feu immédiat et complet pour mettre un terme au massacre des civils palestiniens et permettre la libération des otages israéliens.

Bonne lecture, Loïc Prud'homme



## CRISE AGRICOLE : LES PAYSANS VEULENT DES REVENUS, MACRON LEUR DONNE DU GLYPHOSATE !

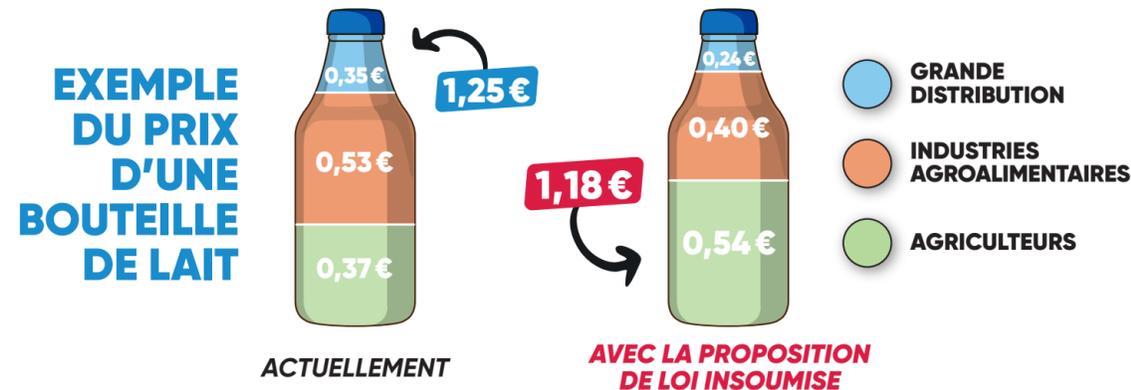
Ce début d'année 2024 a été marqué par l'une des plus importantes mobilisations du monde agricole depuis des années. Sur les points de blocage, les agriculteurs, avec qui j'ai échangé, m'ont exprimé les **raisons légitimes de leur colère : des revenus insuffisants et un abandon des pouvoirs publics face à la concurrence déloyale de marchés agricoles mondialisés.**

En pleine crise, le ministre de l'Agriculture décidait de signer deux nouveaux accords de libre-échange avec le Kenya et le Chili, considérant "acceptable" de faire venir nos denrées alimentaires de l'autre bout de la planète. Pour masquer son inaction complice, le Gouvernement a une astuce : faire de l'écologie le bouc émissaire de l'agriculture en cédant à tous les caprices de la FNSEA, syndicat majoritaire piloté par l'agro-industrie.

"Mise en pause" des politiques visant à sortir des pesticides et à préserver des refuges (haies, jachères) pour une biodiversité en voie d'extinction, autorisation de (nouveaux) OGM, facilitation de nouveaux projets type mégabassines... Une consécration d'un modèle agricole productiviste, néolibéral et chimique responsable de la précarisation et de la disparition de nos agriculteurs, dont le nombre est passé d'1 million dans les années 1990 à moins de 400 000 aujourd'hui.

Pourtant, une alternative existe pour assurer un revenu digne à nos paysans et leur permettre de s'engager sereinement dans la nécessaire transition agroécologique. Le 30 novembre dernier, **notre groupe LFI-NUPES défendait au parlement une proposition de loi pour instaurer des prix d'achat minimum rémunérateurs pour nos agriculteurs, des "prix**

plancher" rejetés à l'Assemblée par les députés macronistes. Aujourd'hui, quand vous mettez 1 euro dans votre alimentation, seuls 8 centimes reviennent aux agriculteurs. Où va le reste ? Dans les poches des intermédiaires, l'industrie agroalimentaire et la grande distribution, dont les superprofits ont explosé depuis la crise Covid ! En encadrant les marges de ces derniers, notre proposition apporte donc une solution pour **améliorer à la fois le pouvoir d'achat des agriculteurs et des consommateurs.** La preuve par l'exemple ci-dessous, avec une bouteille de lait : avec notre mesure, le prix de la bouteille baisse, et le revenu du producteur (l'agriculteur) s'améliore !



Sources : France insoumise - Rapport 2023 de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires



## INSCRIPTION DE L'IVG DANS LA CONSTITUTION : UNE VICTOIRE HISTORIQUE !

Le 4 mars 2024 aura marqué l'histoire : réunis en congrès, **les parlementaires (députés et sénateurs) ont voté à une large majorité (dont je fais bien sûr partie !!) l'inscription dans la constitution de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse (IVG).** Cette liberté fondamentale de disposer de son corps pour les femmes est légale depuis la loi Veil de 1975, elle est désormais protégée de la plus solide des manières dans notre état de droit. Concrètement, cela garantit qu'en cas de bascule politique, si un gouvernement de droite ou d'extrême droite venait à être élu, il ne pourrait pas interdire l'IVG par sa seule volonté mais devrait se plier aux conditions de changement de la constitution, bien plus difficiles à réunir. **C'est une victoire historique pour notre mouvement politique, résultat d'une longue lutte des féministes.** Je suis fier d'appartenir au groupe Insoumis présidé par Mathilde Panot, députée à l'origine de cette proposition, avec sa collègue sénatrice écologiste Mélanie Vogel.

Premier pays du monde à inscrire l'IVG dans sa constitution, nous ne devons cependant pas nous arrêter là : **le combat continue**, tant pour les femmes du monde entier, que pour les femmes en France, car **l'accessibilité effective à l'IVG n'est pas toujours garantie.** Dans la réalité, les moyens manquent cruellement, rendant l'accès à l'IVG toujours plus difficile pour les femmes les plus précaires ou éloignées des centres urbains. De plus, c'est le seul acte médical qui bénéficie de la double clause de conscience pour les médecins. Autant de raisons qui menacent encore la liberté des femmes à disposer d'elles-mêmes, et autant de luttes pour lesquelles il faudra être au rendez-vous, car :

*« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. »*  
- **Simone de Beauvoir.**



Bordeaux, manifestation du 8 mars 2024 pour la Journée internationale des droits des femmes



## LGV : CONTRE LE GASPILLAGE DE L'ARGENT PUBLIC, INVESTISSONS DANS LE TRAIN UTILE !

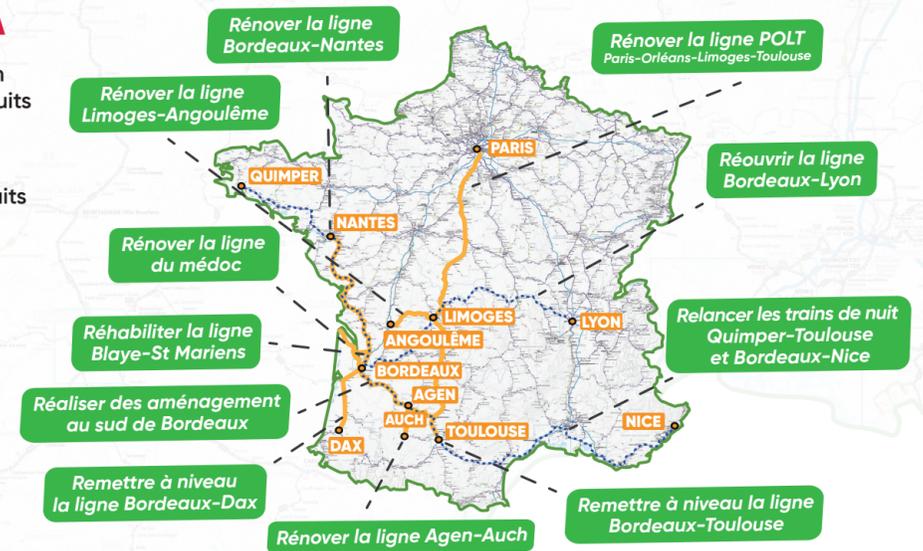
**LA LGV C'EST 14 MILLIARDS POUR CONSTRUIRE 2 LIGNES QUI EXISTENT DÉJÀ**

**BORDEAUX-TOULOUSE** 222 km  
~3400 ha d'espaces naturels détruits  
10 Milliards d'euros gaspillés

**BORDEAUX-DAX** 105 km  
~1600 ha d'espaces naturels détruits  
4 Milliards d'euros gaspillés



**AVEC CET ARGENT NOUS POURRIONS**



## PROJET HORIZEO, LA FORÊT SACRIFIÉE !

**830 hectares de forêts détruits** pour installer la plus grande centrale de panneaux photovoltaïques de France sur la commune de Saucats au sud-ouest de Bordeaux.

**830 hectares de forêts détruits** alors que notre territoire regorge de friches artificialisées, de parkings, de toits qui pourraient accueillir des milliers d'hectares de panneaux solaires.

**830 hectares de forêts détruits** au seul bénéfice des acteurs privés, puisque l'électricité produite par cette centrale ne profitera pas à l'ensemble de la population mais sera vendue de gré à gré à des entreprises privées.

Voilà en quelques mots **le projet Horizéo, l'exemple type de ce qu'il ne faut pas faire en**

**matière de transition énergétique.** Un projet si controversé qu'il a inspiré une loi qui interdit, aujourd'hui, le défrichement de plus de 25 hectares en zone forestière pour l'installation de panneaux photovoltaïques. Loi allégrement contournée par les porteurs du projet Horizéo, les industriels Engie et Neoen, qui se sont hâtés de déposer leur permis de construire quelques jours avant (fin février) qu'elle ne soit appliquée (10 mars).

Ce projet n'est pas le seul en France à susciter une opposition massive des habitants et des associations environnementales. **Cette situation n'est que la conséquence du choix du gouvernement de laisser aux acteurs privés le soin d'organiser la transition énergétique (à leur profit).** Choix que j'avais vivement contesté

avec les membres du **groupe LFI-NUPES à l'Assemblée nationale, proposant au contraire que la transition énergétique fasse l'objet d'une planification nationale avec des objectifs clairement définis qui garantissent la préservation des espaces naturels et agricoles.**



## PORTRAIT : AMINATA POUYE, UNE CITOYENNE ENGAGÉE À TALENCE

Aminata Pouye est née à Yéba, un petit village dans la commune de Sébikhotane au Sénégal. Parmi ses premiers combats, elle compte son engagement en tant qu'interprète en langue Wolof auprès des femmes analphabètes de sa région pour leur apprendre à lire, écrire, calculer et gérer leurs commerces. Arrivée en France en 2011, elle s'investit dans des actions d'animation de la vie locale (cours de cuisine...) et de solidarité (aide aux exilés...) dans le centre social et culturel de son quartier et rejoint le réseau de parents d'élèves en lutte pour une meilleure prise en charge du handicap et des problèmes de harcèlement dans les établissements scolaires. Elle rejoint le mouvement de la France insoumise et mène des actions de terrain pour inciter les citoyens à s'engager afin de défendre les valeurs de l'écologie, de l'égalité, du respect des droits des étrangers ou encore d'émancipation de la jeunesse !

Contact : [lfi.talence@gmail.com](mailto:lfi.talence@gmail.com)